

bre de lettres de leurs parents ou de leurs amis. Paris, ayant fait taire toute rivalité, ayant fait disparaître toute trace de division, est maintenant uni dans une seule et même pensée et cette pensée se résume dans ces mots : guerre à mort à l'envahisseur !

Nous sommes satisfaits des nouvelles que nous recevons aujourd'hui de Tours. Ces nouvelles disent en résumé :

» Les membres du gouvernement sont pleins de confiance dans les suites de la guerre. Ils ont renoncé à transférer dans une autre ville le siège du Gouvernement.

» Le mouvement qu'effectue le prince Frédéric-Charles pour prendre l'armée de la Loire à revers est noté étape par étape. Les surprises ne sont plus possibles. Les éclaireurs prussiens sont traqués de toutes parts. L'ennemi avance péniblement ; sur les routes détrempées, il laisse un grand nombre de trainards et des malades. L'artillerie s'embourbe jusqu'aux essieux... Là doivent s'arrêter les renseignements.

» Nos francs-tireurs, ces francs-tireurs dont M. de Moltke se riait, se sont si bien fait connaître, qu'ils causent à l'ennemi d'invincibles terreur.

» De l'armée de la Loire, rien encore. Ce n'est pas qu'elle reste inactive, mais ses mouvements sont tenus cachés. Une action décisive est toute proche.

» La chasse aux espions est rudement menée dans tout le bassin de la Loire, et notamment à Tours. Le décret qui donne au ministre de l'intérieur le droit d'expulser tout étranger, tout individu qui n'a pas deux habitants de la ville pour répondants, et cela, sans forme de procès, a produit une sorte de panique. Cette mesure tardive va provoquer une émigration vers les villes voisines. L'autorité se tient partout sur ses gardes.

» L'espionnage était organisé à Tours sur une vaste échelle. Le vola en désarroi.

» Notre intendance militaire a été complètement transformée. Elle est confiée maintenant à M. Férot, ancien chef du mouvement des chemins de fer de l'Ouest. C'est un homme de l'esprit le plus pratique, publiciste distingué en matière de finances et d'économie, travailleur de premier ordre, et qui saura rendre les plus grands services.

» M. Gambetta a eu une première fois la main heureuse, quand il s'est adjoint M. Freysinet, comme délégué du département de la guerre. Il aura été aussi bien inspiré dans le choix de M. Férot, comme intendant général.

La circulaire suivante a été adressée à tous les agents de la France à l'étranger, par M. Jules Favre, vice-président du gouvernement de la défense nationale, ministre des affaires étrangères :

« Paris, ce 21 novembre 1870.

Monsieur,

Vous avez eu certainement connaissance de la circulaire par laquelle M. le comte de Bismarck explique le refus opposé par la Prusse aux conditions de ravitaillement proportionnel que comportait naturellement la proposition d'armistice émanée des puissances neutres. Ce document rend une rectification d'autant plus nécessaire que, par une préoccupation très-conforme d'ailleurs à toute sa politique antérieure, le représentant de la Prusse y a négligé des faits importants, dont l'omission ne pourrait manquer d'induire l'opinion publique en erreur.

En lisant son travail, on doit croire que M. Thiers a demandé au nom du gouvernement de la défense nationale l'ouverture d'une négociation, et que la Prusse l'a acceptée par un sentiment d'égards pour le caractère personnel de votre envoyé, et par le désir d'arriver, s'il était possible, à une conciliation. Le chancelier de la Confédération du Nord paraît oublier, et il est indispensable de le rappeler, que la proposition d'armistice sur laquelle M. Thiers est venu conférer appartient aux puissances neutres, et que l'une d'elles a bien voulu faire auprès de la Prusse la démarche qui a donné à notre négociateur l'occasion d'entrer en pourparlers. Ce bon office n'était point un fait isolé. Dès le 20 octobre, lord Granville adressait à lord Loftus une dépêche communiquée au cabinet de Berlin, et dans laquelle il exposait avec une grande autorité, les raisons d'intérêt européen qui devaient amener la cessation de la guerre.

Parlant de la continuation du siège et de l'éventualité de la prise de Paris, le chef du foreign-office disait : « Il n'est pas déraisonnable de mettre dans la balance les avantages

et les désavantages qui accompagneront un tel fait, et ces désavantages touchent tellement au sentiment de l'humanité, que le gouvernement de la reine se croit obligé de le signaler au roi et à ses ministres. Le souvenir amer des trois derniers mois peut-être un jour effacé par le temps et par le sentiment de la bravoure de l'ennemi sur les champs de bataille. Mais il y a des degrés dans l'amertume ; et la probabilité d'une guerre nouvelle et irréconciliable sera considérablement augmentée si toute une génération de Français a devant les yeux le spectacle de la destruction d'une capitale, accompagnée de la mort de personnes sans armes, de la destruction de trésors d'art et de science, de souvenirs historiques d'un prix inestimable, impossibles à remplacer. Une telle catastrophe sera terrible pour la France et dangereuse pour la paix future de l'Europe ; en même temps, elle ne sera, comme le gouvernement de la reine le croit, à personne plus pénible qu'à l'Allemagne et à ses princes.

Le gouvernement français a décliné les négociations de paix depuis l'entrevue de M. de Bismarck avec M. Jules Favre ; mais le gouvernement de la reine a pris sur lui d'insister auprès du gouvernement provisoire pour qu'il consente à un armistice qui pourrait aboutir à la convocation d'une assemblée constituante, et au rétablissement de la paix. Le gouvernement de la reine n'a pas omis de faire sentir, à Paris, la nécessité de faire toutes les concessions compatibles dans la situation actuelle avec l'honneur de la France. Le gouvernement de la reine ne se croit pas autorisé à l'affirmer, mais il ne peut pas croire que les représentations faites par lui resteront sans effet. Pendant cette guerre, deux causes morales ont, à un degré incalculable, servi l'immense puissance matérielle des Allemands : ils ont combattu pour repousser l'invasion étrangère et affirmer le droit d'une grande nation à se constituer de la manière la plus propre à développer ses aptitudes. La gloire de leurs efforts sera rehaussée si l'histoire peut dire que le roi a épuisé tous les moyens pour rétablir la paix, et que les conditions de paix étaient justes, modérées, en harmonie avec la politique et les sentiments de notre époque.

Au moment où le ministre anglais tenait ce langage à la Prusse, son ambassadeur insistait à Tours sur les mêmes considérations, sans jamais mettre en doute que l'armistice ne dût être nécessairement accompagné du ravitaillement. Il m'est permis d'ajouter que sur ce point, qui a été le seul objet du débat, l'opinion du chancelier de la Confédération du Nord ne pouvait être différente, puisqu'il avait eu connaissance de la mission officielle du général Burnside, auquel il avait parlé d'un armistice sans ravitaillement que le gouvernement de la défense nationale n'avait pu accepter.

C'était donc dans les termes du droit commun, c'est-à-dire avec un ravitaillement proportionnel à la durée, que l'Angleterre conseillait l'armistice ; c'est aussi dans ces termes qu'il fut compris par les autres puissances, et directement proposé à la Prusse par une correspondance et des télégrammes auxquels elle adhéra.

Dans sa conférence avec les membres du gouvernement, le 30 octobre, M. Thiers n'admettait pas que cette condition ait été contestée en principe ; seulement, il avait l'ordre, auquel il s'est certainement conformé, de ne point être trop rigoureux pour son application. Aussi est-ce par erreur que le chancelier de la Confédération du Nord affirme qu'il aurait déclaré « ne pouvoir accepter un armistice que si l'on y comprenait la faculté, pour Paris, de s'approvisionner sur une grande échelle. » Cette assertion est inexacte.

Les chiffres d'une consommation journalière et modérée avaient été minutieusement arrêtés par le ministre du commerce, et seuls ils servaient de base à notre réclamation, strictement limitée au nombre de jours de l'armistice. En cela, nous étions d'accord avec l'usage et l'équité, avec l'intention des puissances neutres, et, nous le croyions, avec le consentement de la Prusse elle-même. Peut-être n'eût-elle pas songé à le retirer sans la reddition de Metz et sans la funeste journée du 31 octobre, accueillie par elle avec une satisfaction mal dissimulée.

Le chancelier de la Confédération du Nord insiste sur les inconvénients auxquels l'armistice exposait l'armée assiégée. Mais il ne tient pas compte de ce bien autrement grave, du non ravitaillement pour la ville assiégée. Ces inconvénients sont tels qu'ils rendraient dérisoire la convocation d'une Assem-

blée réduite forcément à l'impuissance à l'heure de ses délibérations, et condamnée par la plus dure nécessité à subir la loi du vainqueur. L'armistice sans ravitaillement, pour faire statuer au bout d'un mois sur la paix ou sur la guerre, n'était donc ni équitable, ni sérieux ; il n'était, pour nous qu'une déception et un péril.

J'en dis autant de la convocation d'une assemblée sans armistice. S'il avait cru une pareille combinaison compatible avec la défense, le gouvernement l'aurait adoptée avec joie. La Prusse peut lui reprocher « de n'avoir pas voulu laisser l'opinion du peuple français s'exprimer librement par l'élection d'une représentation nationale. »

Le besoin de diviser et d'affaiblir la résistance du pays explique suffisamment cette accusation. Mais quel homme de bonne foi voudra l'admettre ? qui ne sent l'immense intérêt qu'ont les membres du gouvernement à écarter la terrible responsabilité que les événements et le vote de Paris font peser sur leur tête ? Ils ont constamment cherché, avec le désir ardent de réussir, les moyens les plus efficaces d'amener la convocation d'une assemblée qui était et qui est encore leur vœu le plus cher.

C'est dans ce but que j'abordai M. le comte de Bismarck à Ferrières. Je laisse à la conscience publique le soin de juger de quel côté ont été les obstacles, et si le gouvernement doit être dénoncé au blâme de l'Europe pour n'avoir pas voulu placer les députés de la France sous le canon d'un fort livré à l'armée prussienne. Une conversation sans armistice nous aurait-il été vrai, épargné cette humiliation, mais elle nous en aurait encore réservé de cruelles. Les élections auraient été livrées au caprice de l'ennemi, aux hasards de la guerre, à des impossibilités matérielles éternant notre action militaire et ruinant à l'avance l'autorité morale des mandataires du pays. Et cependant nous sentions si énergiquement le besoin de nous effacer devant les représentants réguliers de la France que nous eussions bravé ces difficultés inextricables, si en descendant au fond de nos consciences nous n'y avions trouvé, impérieux, inflexible, supérieur à tout intérêt personnel, ce grand et suprême devoir de l'honneur à sauvegarder et de la défense à maintenir exacte.

Nous avons maudit et condamné cette guerre ; quand des désastres inouïs dans l'histoire ont mis en poussière ses criminels instigateurs, nous avons invoqué, pour la faire cesser, les lois de l'humanité, les droits des peuples, la nécessité d'assurer le repos de l'Europe, offrant d'y concourir par de justes sacrifices. On a voulu nous imposer ceux que nous ne pouvions accepter, et la Prusse a continué la lutte non pour défendre son territoire, mais pour conquérir le nôtre. Elle a porté dans plusieurs de nos départements le ravage et la mort ; elle investit depuis plus de deux mois notre capitale qu'elle menace de bombardement et de famine, et c'est pour couronner ce système scientifique de violence qu'elle nous convie à réunir une assemblée élue en partie dans ses camps, et appelée à discuter paisiblement quand gronde le canon de la bataille !

Le gouvernement n'a pas cru à une telle combinaison réalisable. Elle le condamnait à discontinuer la défense et à discontinuer la défense sans armistice régulier, c'était y renoncer. Or, quel est le citoyen français qui ne s'indigne à cette idée ? le pays tout entier proteste contre elle. On lui demande de voter, — il fait mieux, il s'arme. Nos soldats victorieux sur la Loire, effaçant par leur généreux sang les hontes de l'Empire. Paris, dont la Prusse devait forcer l'enceinte en quelques jours, résiste depuis plus de deux mois, et il demeure plus que jamais résolu, après l'avoir rendu inexpugnable.

Ses chefs militaires, que la trahison de Sedan avait laissés sans ressources, ont dû improviser une armée et son matériel, former la garde mobile, organiser la garde nationale. Leurs travaux ne seront pas stériles ; et dans cette crise suprême que nous avons essayé de conjurer par tous les moyens que l'honneur commandait, nous avons la certitude que chacun fera son devoir.

Le gouvernement n'a donc pas, comme l'on accuse le chancelier de la Confédération du Nord, cherché à se concilier l'appui de l'Europe en paraissant se prêter à une négociation qu'il avait en réalité le dessein de rompre. Il repousse hautement une pareille imputation. Il a accepté avec reconnaissance l'intervention des puissances neutres et s'est loyalement efforcé de la faire réussir dans les termes que l'une d'elles avait indiqués

en rappelant dans son télégramme « les sentiments de la justice et d'humanité auxquels la Prusse devait se conformer. » A cette heure suprême il s'en remettrait volontiers au jugement de ceux dont la voix bienveillante n'a point été écoutée. Ce n'est pas d'eux que lui viendrait un conseil de défaillance.

Après lui avoir donné son appui moral, ils estimeront qu'il continue à le mériter en défendant énergiquement le principe qu'ils ont posé ; il est prêt à convoquer une Assemblée, si un armistice avec ravitaillement le lui permet. Mais il faut qu'il soit bien entendu qu'en le refusant, la Prusse, malgré toutes ses déclarations contraires, cherche à augmenter nos embarras ou nous empêchant de consulter la France ; c'est donc à elle seule que doit être renvoyée la responsabilité d'une rupture démontrant une fois de plus qu'elle est déterminée à tout braver pour faire triompher sa politique de conquête violente et de domination européenne.

Je crois, monsieur, avoir exactement traduit les sentiments qui ont inspiré le gouvernement, et je vous prie de vous en pénétrer lorsque vous serez appelé à vous en expliquer.

Nous lisons dans le *Nouvelliste de Rouen* :

Un de nos compatriotes, chef d'escadron d'état-major, fait prisonnier à Metz, adresse à sa famille d'Elbeuf, qui veut bien nous la communiquer, une lettre empreinte des plus nobles sentiments, et que liront avec intérêt nos lecteurs de la Seine-Inférieure et de l'Eure où le brave commandant, auteur de cette correspondance, compte de nombreux amis :

« Neuwied, 14 novembre.

Votre lettre vient de m'arriver ; c'est la première que je reçois depuis trois mois. Jugez de la joie que j'ai éprouvée en reconnaissant une écriture aimée. Comme elle a été la bienvenue ! et pourtant ce n'est pas sans une vive inquiétude que j'ai brisé l'enveloppe.

Depuis le 15 août, date des dernières nouvelles de la famille, que d'événements graves ! Et en dehors des malheurs de la patrie n'allais-je pas apprendre quelque deuil intime ! Dieu soit loué ! vous vivez tous, et je ne saurais jamais vous dire avec quel sentiment de reconnaissance j'ai lu et relu ces lignes qui m'apportaient la seule consolation que je puisse désirer dans mon exil.

J'avais vaguement entendu parler par des prisonniers échangés, de la mort de votre pauvre frère, mais ce n'est qu'à Mayence que cette douloureuse nouvelle m'a été confirmée. Que de braves cœurs, victimes de cette horrible guerre ! Adolphe a succombé en héros sur le champ d'honneur ; mais quelle perte pour son fils !

Vous ne pouvez vous figurer dans quel état sont nos esprits. Depuis le 18 août nous étions sans nouvelles de ce qui se passait en France ; bloqués autour de Metz, c'est à peine si de loin en loin quelques journaux introduits par les prisonniers ou saisis les jours de combats, aux avant-postes ennemis, nous apportaient quelque rayon de lumière sur les événements qui se précipitaient et remplissaient les mois comme des siècles.

Certaines religions admettent que la mort n'est qu'un changement de planètes pour les hommes ; je me suis bien souvent figuré que j'étais transporté dans un autre monde, ne conservant de l'ancien que des souvenirs et des affections. Tout était à l'état d'ignorance complète : patrie, famille, autant de questions insolubles, autant de douleurs sans soulagement.

Ce que nous avons souffert moralement est indicible. Je ne vous parle pas de nos batailles et de nos combats : c'étaient nos fêtes, trop rares, malheureusement. Ces jours-là, nous espérions franchir la ligne de fer et de feu qui nous séparait de ce que nous aimons. Vaine espérance ! le soir nous rentrions dans nos camps, sans autre résultat que d'avoir perdu beaucoup de braves gens et d'avoir occasionné de grandes pertes à l'ennemi, et pourtant notre armée était valeureuse !

J'ai vu nos régiments de grenadiers et de voltigeurs marcher fermes et inébranla-

bles sous une pluie de projectiles, mais leurs succès étaient toujours compromis par des ordres de retraite incompréhensibles.

Il est un homme dont le nom est maudit par toute l'armée de Metz et que nous avouons à la malédiction de nos enfants : Bazaine, traître à Mac-Mahon, qu'il a appelé dans les plaines de Sedan et qu'il a abandonné ; traître à son armée, dont il a paralysé les efforts et qu'il a condamnée par la famine à une honteuse capitulation ; traître à son pays, qu'il a sacrifié à des intrigues dynastiques et à ses intérêts personnels. Cet homme a menti devant Dieu ; il répondra devant l'histoire et peut-être, je l'espère, devant la justice de son temps.

Nous tous, témoins impitoyables, nous recueillons et nous gardons précieusement les pièces de conviction de ce navrant procès. Il faut que notre honneur à nous, sorte intact de cet horrible crime et que chacun sache que nous n'avons été vaincus que par notre chef indigne.

J'apprends l'histoire de ces trois mois, mais les documents me manquent et grande partie. Je n'ai guère pour m'instruire que des numéros épars de l'*Indépendance belge*, à laquelle j'ai écrit pour avoir un abonnement complet depuis le 1^{er} octobre. Déjà cependant, bien des points se sont éclaircis et de tristes rapprochements m'ont fait comprendre bien des infamies seulement soupçonnées.

Maintenant, ma chère tante, vous dirais-je ce que nous éprouvons de peine, nous, les véritables défenseurs de pays, ceux sur lesquels la France devait surtout compter, d'être réduits à l'impuissance la plus absolue et de n'avoir, pour toute consolation, que le droit de maudire ceux qui nous ont mis dans cette situation.

Quoi ! pendant que nous végétons sur la terre étrangère, éternellement et supprimés, ce sont nos enfants, nos neveux qui défendent la patrie.

Héroïques enfants ! n'ayez pas de paroles amères pour nous ; notre seule souffrance est de ne pouvoir verser notre sang pour vous épargner ces lutes et ces souffrances. Enfants, faites votre devoir et que Dieu vous donne de bons chefs. Nous, nous avons voulu faire le nôtre. Nous nous sommes aboré le feu de l'ennemi, nous nous sommes fait respecter et craindre sur les champs de bataille. Un homme n'a pas voulu que tant de courage, tant de dévouement patriotique et la patrie !

De Metz, j'ai d'abord été dirigé sur Mayence, où l'autorité prussienne nous a donné une liste de résidence à choisir. J'ai pris Neuwied, une petite ville tranquille sur le Rhin, à une douzaine de kilomètres de Coblenz ; c'est une localité sans caractère, sans ressources, située d'ailleurs dans un très-beau pays. Je n'y restai pas, mais tout d'abord, après de si dures secousses, j'ai recherché un abri pour me recueillir. Plus tard j'irai dans quelque grande ville pour y étudier les mœurs et les institutions allemandes.

Nous nous sommes installés, un de mes camarades et moi dans un petit appartement de trois pièces ; nous vivons tout à fait chez nous, ayant à notre table un troisième camarade ; nous lisons, nous écrivons, et nous parlons de tous nos malheurs. Dans le jour, nous faisons dans la campagne, et à pied, de longues promenades de trois ou quatre heures, espérant en brisant le corps, amortir l'esprit.

Ce pays est merveilleux, les châteaux en ruines, les tours du moyen âge, les maisons en bois, les monts ravins, le grand cours du Rhin, les eaux profondes, des sites sauvages et majestueux, en toute autre circonstance, saisiraient notre admiration ; mais l'idée fixe de la France nous y poursuit. Quand la reverrons-nous ? Dans quel état la retrouverons-nous ?

Trochu est notre héros ; que ne donnerais-je pas pour être à ses côtés.

Laissons toutes ces tristes pensées, je veux vous remercier bien vivement suivant les sentiments d'un cœur bien reconnaissant, de m'avoir, avec tant d'empressément, envoyé des nouvelles que j'attendais avec une dévouée impatience ; quelque incomplètes qu'elles soient, elles m'ont apporté une grande joie, elles ont raffermi le sol sous mes pas, et le 14 novembre est une date qui restera dans les souvenirs du pauvre exilé, du pauvre prisonnier.

l'échafaud demain.

— Cela est vrai, madame, dit Edward avec un calme sublime.

— Il dit : « Cela est vrai ! » Vous n'ajoutez rien de plus, monsieur, pour votre justification ?

— Rien de plus, madame. La colère n'écoute pas. J'attends le calme pour parler.

M. Tower, dit la comtesse, en se tournant vers le tuteur à demi-mort ; monsieur Tower, rendez-moi un service, laissez-nous seuls... entrez dans l'appartement voisin...

Tower n'attendait que cette invitation ; il obéit sur-le-champ. Mais il obéit beaucoup plus vite que la comtesse ne l'avait supposé.

Sir Edward, poursuivit la comtesse, vous pouvez parler en toute liberté ; nous sommes seuls, et je suis calme ; voyez, je suis calme.

Au nom de Dieu ! madame, laissez-moi sortir, dit Edward avec un organe déchirant ; laissez-moi sortir ; je suis attendu...

— Par le fossoyeur, n'est-ce pas ?... Il veut sortir !... mais tout prisonnier retenu pour un crime de sang veut sortir aussi !...

— Madame, dit Edward, toujours avec ce respect et cette urbanité qu'aucune injustice, aucun outrage ne pouvaient affaiblir en présence d'une femme ; madame, si j'étais criminel, votre bras serait trop faible pour m'arrêter ici et me retenir. Cette fenêtre ou cette porte se-

raient déjà franchies en moins de temps qu'il ne m'en faut pour prononcer votre nom.

— Eh bien ! essayez de sortir, monsieur, essayez. Je vous promets un scandale digne de votre audace... Voyons, essayez de sortir.

— Ma position est horrible !... Oh ! si vous saviez...

— Dites, monsieur, et je saurai.

— Ah ! chaque minute perdue est un crime, madame... Je vous le répète, ma position est affreuse ! Je ne puis ni rester, ni sortir, ni parler. Si je reste, je me déshonore devant un ami ; si je sors sans m'expliquer, je me déshonore devant vous, madame ; si je parle, je me déshonore devant tous. Comtesse Octavie, un homme fier est à vos genoux, ayez pitié de lui j

— Avez-vous eu pitié du comte Elona, vous ? Dites ! Mais répondez, répondez de quelles veines est sorti le sang dont vous êtes couvert ?... Mais vous n'avez donc pas eu le temps de jeter un coup d'œil sur vous-même ! Regardez-vous un instant, là, devant ce miroir... Vous n'osez pas ?... L'odeur et les traces du meurtre et de l'assassinat vous enveloppent comme un vêtement hideux.

A ces mots, Edward ne put retenir un cri sourd, mais déchirant.

« Oh ! je le reconnais ! poursuivit la jeune femme ; voilà le cri du remords ! ce cri est comme un écho de l'enfer. Que Dieu vous pardonne ! moi, je ne vous pardonne pas !

— Madame ! s'écria Edward, si vous saviez ce que vous faites en ce moment ! si vous le saviez !

Et il frappa le sol avec son pied, et son front avec sa main.

Un coup violent ébranla la porte de la salle. Un voix du dehors cria :

— Ouvrez-moi ! ouvrez-moi !

Cette voix était connue, mais presque oubliée ; elle retentit trois fois dans l'escalier, en élevant à chaque reprise son infonation.

Edward ne prit pas la peine de s'émouvoir d'un accident aussi vulgaire : s'il lui était interdit de sortir, peu lui importait que l'univers entrât.

Octavie, après quelque hésitation, marcha lentement vers le fond de la salle pour ouvrir. Edward la suivit avec une geste suppliante, vingt fois répété en vingt pas. Octavie répondit par un autre geste, un geste de reine à son esclave, le mouvement superbe du bras et de la main, qui repoussait Edward et semblait l'exiler pour toujours à l'autre extrémité de la salle.

La porte s'ouvrit, et Amalia entra. L'amitié se révéla subitement au cœur des deux jeunes femmes ; elles s'embrasèrent avec une vivacité touchante ; elles confondirent leurs caresses, leurs sanglots, leurs voix, leurs lèvres, leurs chevelures, dans une longue étreinte, pure comme l'âme avant l'association du corps.

Amalia se dégagea la première, et, croisant ses mains, les élevant au-dessus

du front, les laissant retomber de toute la longueur des bras, elle dit d'une voix sourde :

« Il est mort ! il est mort !

— Oui, dit Octavie, en essayant ses larmes avec les boucles de ses cheveux ; oui, Amalia, et voilà son assassin.

Un regard de pythonisse sur son trépid tomba du visage ardent de la jeune Grecque sur le front d'Edward.

« Oh ! dit-elle avec lenteur, comme il ressemble bien à un assassin ! comme le crime change un homme !... Je sais tout... Quelques lignes de M. Tower, glissées à présent sous ma porte, m'ont tout appris. M. Tower m'a accompagnée ici.

— Stupide Tower ! dit Edward, comme s'il se fût parlé à lui-même.

— Quelle audace de damné ! dit la comtesse. Oui, le coupable, c'est M. Tower !

— Maintenant, au moins, je suis à mon aise, dit Amalia en sanglotant. Oui, pauvre orpheline ! si mon père et ma mère... morts tous deux... m'avaient présenté un époux de leur choix, Dieu le sait, je me serais soumise sans murmure à leur volonté sainte... Mais, après eux, personne n'a le droit de me faire violence... Cependant, je m'étais résignée à mon sort... j'avais accepté l'autre... l'Anglais... Maintenant, je dis à haute voix le secret de mon âme... j'aimais le comte Elona !... »

Elle se laissa tomber sur une matie, les coudes sur ses genoux, le visage dans

ses mains, et elle pleura.

« Je le savais, Amalia, dit la comtesse en se baissant pour l'embrasser. Oui, je le savais... et moi, j'avais quitté Nerbudda hier ; j'étais venue ici pour y passer une nuit, et partir demain avec le convoi, sans te dire adieu... Nous partirons ensemble, Amalia.

— Eh ! puis-je partir, moi ? dit la jeune fille en relevant sa tête. Ne dois-je pas remplir mon devoir jusqu'à la fin ?... Ce pauvre Elona ! il est mort, et jamais ma bouche, trop réservée, ne l'a dit une seule fois : « Je vous aime ! » Il est mort sans avoir eu cette consolation... Maintenant, si le colonel Douglas réclame encore sa victime, je suis prête... Dressez l'autel. On peut me sacrifier... on épousera un cadavre couronné de fleurs.

En ce moment, la voix du lieutenant Stephenson se fit entendre dans le jardin.

Edward se réveilla comme en sursaut d'un sommeil de tombe. Une crise pareille brise l'âme la plus forte. On peut lutter en dépensant une grande provision d'énergie, mais à la fin il faut succomber. Celui qui résisterait toujours ne tiendrait par aucun point à l'humanité ; il serait ange ou démon.

Les deux jeunes amies, enlacées l'une à l'autre, avaient épuisé les paroles et les larmes. Le désespoir donne aux femmes un caractère de beauté touchant et sublime, parce qu'il met en relief, sur la grâce de la figure, les divines tendresses du cœur.